

PRÉFÈTE
DU BAS-RHIN

PRÉFECTURE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

17 AVR. 2020

mettant en demeure la société SEVIA de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement
pour son dépôt situé 12E rue de Rouen à Strasbourg

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

- VU le code de l'environnement et notamment son articles L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2016 actualisant les prescriptions associées à l'autorisation accordée à la société SEVIA à Strasbourg relative à l'exploitation d'un centre de transit de déchets dangereux, dans le cadre de l'application de la directive 2010/75/UE, dite « IED » et codifiant ces mêmes prescriptions ;
- VU le rapport du 19 mars 2020 de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à sa visite du 12 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que la visite du 12 mars 2020 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées de l'arrêté préfectoral du 3 février 2016 susvisé :

- Article 8.1.6 : Les contrôles d'étanchéité et d'épaisseur des cuves, les contrôles d'étanchéité des canalisations ne sont pas effectués tous les 5 ans par des entreprises spécialisées, avec des techniques adaptées ;
- Article 9.3.3 : Aucune étude déterminant le nombre et la localisation des piézomètres n'est réalisée. Les piézomètres ne sont pas implantés en aval des installations. Aucun moyen ne permet d'empêcher l'accès à la nappe au niveau des deux ouvrages ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société SEVIA, dont le siège social est situé ZI du petit parc – voie C - rue des Fontenelles 78920 ECQUEVILLY est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées au 12E rue de Rouen à STRASBOURG de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 8.1.6 et 9.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2016 susvisé, reprises ci-après en gras :

Article 8.1.6 :

« [...] Des contrôles d'étanchéité et d'épaisseur des cuves, des contrôles d'étanchéité des canalisations sont effectués tous les 5 ans par des entreprises spécialisées, avec des techniques adaptées.

L'exploitant conserve les justificatifs de réalisation et les résultats des 2 derniers contrôles ou opérations d'entretien et, si nécessaires, les justificatifs des mesures correctives prises. »

Article 9.3.3 :

« L'exploitant plante en aval de ses installations, des points de contrôle des eaux souterraines dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.

L'étude hydrogéologique doit être réalisée avant le 1^{er} mars 2016. Les piézomètres sont réalisés dans les 6 mois après l'étude hydrogéologique.

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation ainsi que les fréquences d'analyse sont déterminées au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé.

Un point 0 de la qualité de la nappe est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi.

L'exploitant plante un réseau de surveillance de la nappe. Il fait inscrire les ouvrages de surveillance (puits et piézomètres) à la Banque du Sous-Sol (BSS), auprès du Service Géologique Régional du BRGM. L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. [...];

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société SEVIA par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG ou devant le Tribunal de la Paix-BP 51038- 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.